

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 407^e
SÉANCE

Jeudi 14 novembre 1963,
à 10 h 50



NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Point 32 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (suite)</i>	<i>179</i>

Président: M. Mihail HASEGANU (Roumanie).

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (A/5513, A/SPC/89, A/SPC/90, A/SPC/91, A/SPC/L.98, A/SPC/L.99) [suite]

1. Le PRÉSIDENT, rappelant la décision, prise à la 398^{ème} séance, de permettre au porte-parole du groupe mentionné dans le document A/SPC/89 de faire des déclarations au moment approprié, invite M. Ahmed Shukairy à prendre la parole devant la Commission.

Sur l'invitation du Président, M. Shukairy, porte-parole du groupe mentionné au document A/SPC/89, prend place à la table de la Commission.

2. M. SHUKAIRY dit que c'est en partie grâce aux efforts du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient que la cause des réfugiés de Palestine reste pendante à l'Organisation des Nations Unies. M. Davis et ses prédécesseurs ont toujours brossé un tableau fidèle de la détresse dans laquelle vivent les réfugiés, tandis qu'Israël faisait tous ses efforts pour escamoter les faits et brouiller la question. Les sionistes, qui dominent les moyens d'information dans la plupart des pays occidentaux, ont réussi, dans une large mesure, à cacher le problème des réfugiés à l'opinion publique mondiale. Les réfugiés, au contraire, n'ont aucun moyen de toucher les législateurs et ceux qui façonnent l'opinion publique dans ces pays. Logiquement, il ne devrait y avoir aucun rapport entre le problème de Palestine et les élections aux Etats-Unis; pourtant, les sionistes ont réussi à faire de l'appui à Israël un problème majeur dans les campagnes électorales de ce pays. Il y a beaucoup d'Américains de souche arabe aux Etats-Unis, mais ils ne se définissent pas comme tels et ne constituent pas de groupes de pression. C'est ainsi qu'en 1947 le président Truman a pu dire qu'il n'y avait pas d'électeurs arabes dont le vote dût être pris en considération. En fait, le problème des réfugiés de Palestine doit être considéré objectivement, et non en fonction de ses incidences possibles sur les campagnes électorales dans tel ou tel pays. Le Secrétariat de l'ONU a le

devoir d'informer l'opinion mondiale de tous les aspects du problème des réfugiés de Palestine. A l'époque où des réfugiés juifs vivaient dans des camps en Europe, le monde entier a mobilisé ses ressources pour alléger leurs souffrances, et il n'a pas eu tort, mais il voit avec indifférence la détresse des réfugiés de Palestine, lesquels ont le droit de demander pourquoi on les traite différemment. La vérité concernant cette situation a été déformée sous de nombreux prétextes; on a notamment fait état de la nécessité d'être réaliste. Pourtant, les réalités ne devraient guider l'action des Nations Unies que lorsqu'elles sont conformes à la justice: agir en se fondant sur des réalités injustes, ce serait s'incliner devant l'agression. La discrimination en Afrique du Sud est aussi une réalité, mais cela ne veut pas dire que les Nations Unies soient disposées à l'accepter.

3. Israël n'a épargné aucun effort pour détourner l'attention de l'opinion mondiale de la situation des réfugiés. Une enquête menée en août 1963 par la Commission des relations étrangères du Sénat des Etats-Unis, sous la présidence du sénateur J. W. Fulbright, a révélé qu'un certain nombre d'organisations américaines sont financées par Israël dans le but délibéré d'induire en erreur l'opinion publique américaine. C'est ainsi que, d'après le rapport Fulbright, l'American Zionist Council reçoit chaque année d'Israël une somme de 328 350 dollars "pour combattre la propagande arabe". Une certaine année, il a même reçu 712 000 dollars d'Israël. Selon le rapport de la Commission des relations étrangères, une partie de ces fonds a servi "à distribuer des documents spéciaux et à diffuser des renseignements sur des questions controversées telles que celle des réfugiés arabes", à subventionner des organes qui façonnent l'opinion publique et à rédiger des proclamations, de gouverneurs ou de maires, en faveur d'Israël. Il est à souhaiter que les déclarations de la délégation des Etats-Unis à l'ONU ne soient pas rédigées de la même façon par ceux qui sont subventionnés par Israël pour façonner l'opinion publique. D'après le même rapport, un bulletin d'information de Washington intitulé *Near East Report* touche 5 000 dollars par trimestre au titre des "relations publiques", des agents israéliens versent une subvention annuelle de 48 000 dollars au Council on Middle Eastern Affairs et une organisation, portant le nom trompeur de The American Christian Palestine Committee, reçoit depuis longtemps une aide substantielle d'Israël. La même Commission du Sénat a noté que le Centre d'étude du Moyen-Orient de l'Université Harvard recevait une contribution annuelle de 7 000 dollars. M. Shukairy n'a pas qualité pour protester contre le fait qu'Israël dicte la politique des Etats-Unis, mais il estime qu'Israël n'a pas le droit de le faire d'une manière qui porte préjudice à la cause des réfugiés de Palestine et aux droits qu'ils ont sur leurs foyers et sur leur patrie. Ces agissements des

sionistes devraient être déclarés hors la loi, non seulement aux Etats-Unis, mais dans tous les pays où le sionisme se manifeste. De leur côté, les réfugiés arabes, qui manquent de moyens financiers pour influencer l'opinion publique, n'ont d'autre recours que d'engager les Etats Membres du Comité à prendre les mesures nécessaires pour prohiber une propagande de ce genre. Israël sera alors dans l'impossibilité de faire revenir le Gouvernement des Etats-Unis sur sa décision, comme il l'a fait dans le passé. M. Shukairy cite, à cet égard, une déclaration de M. Ben Gourion, publiée dans le journal The New York Times du 5 novembre 1951, et selon laquelle des contacts établis avec des législateurs et la presse des Etats-Unis auraient permis au Gouvernement israélien, en plusieurs occasions, d'amener le Gouvernement des Etats-Unis à renverser certaines de ses décisions. Les réfugiés seront-ils de même en mesure d'obtenir un revirement du Gouvernement des Etats-Unis, et les Etats-Unis sont-ils disposés, non sous l'effet de l'argent ou de quelque influence occulte, mais par souci de logique, à reviser leurs décisions antérieures afin de faire triompher la justice, l'équité et la cause des réfugiés? M. Davis a décrit à la Commission la triste condition des réfugiés, auxquels on alloue 6 cents par personne et par jour pour le logement, les rations, les soins médicaux et l'enseignement.

4. M. Shukairy rappelle que, lors de l'adoption de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale relative au partage de la Palestine, plusieurs des représentants qui ont voté pour ce texte, dont ceux de la Belgique, du Canada, de la Suède et de la Nouvelle-Zélande, avaient exprimé des doutes sérieux quant à l'équité du plan de partage et quant à la possibilité de le mettre en pratique. En revanche, le représentant des Etats-Unis avait exprimé la conviction, d'une incroyable naïveté, que la frontière entre le futur Etat juif et les Etats arabes serait aussi paisible que celle qui sépare les Etats-Unis et le Canada^{1/}.

5. Dans un rapport adressé aux Nations Unies^{2/}, le comte Bernadotte avait noté que les réfugiés arabes, en tant que résidents d'un ancien territoire sous mandat envers lequel la responsabilité de la communauté internationale restait engagée, compartaient tout naturellement sur l'assistance efficace des Nations Unies. Par "assistance efficace", le comte Bernadotte n'entendait certes pas une allocation de 6 cents par jour et par réfugié. Il envisageait un mode d'assistance plus digne d'êtres humains, comme l'indique sa déclaration selon laquelle Israël avait le devoir manifeste de rendre aux propriétaires arabes leurs biens privés et d'indemniser ceux d'entre eux dont les biens avaient été détruits sans nécessité. Plus de 15 ans ont passé et les réfugiés continuent à vivre de la charité. La communauté internationale paie le prix du défi d'Israël. C'est à cause du défi et de l'arrogance d'Israël que les recommandations du comte Bernadotte n'ont pas été mises en pratique.

6. Au cours des séances précédentes, les représentants de l'Afghanistan, du Pakistan, de l'Union soviétique et de la Yougoslavie ont donné à

M. Shukairy, par courtoisie, le titre de chef de la délégation de Palestine. M. Shukairy ne demande pas que les Nations Unies lui accordent tel ou tel titre particulier: lui et ses collègues sont venus plaider la cause des réfugiés, et leurs titres de créance leur viennent non pas de l'ONU, mais de la terre même de Palestine, qui est la leur en droit et en bonne justice.

7. La meilleure preuve de la valeur des biens arabes, c'est M. Ben Gourion lui-même qui l'a fournie en reconnaissant que les Arabes possédaient 94 p. 100 des terres, les Juifs n'en ayant que 6 p. 100. Cela veut dire qu'Israël ne possède aujourd'hui que 6 p. 100 du territoire qu'il occupe. Les Israéliens occupent illégalement les terres et les maisons des réfugiés, ils utilisent sans droit leurs effets personnels. Le représentant d'Israël, M. Comay, a voulu faire croire que M. Shukairy et ses collègues n'agissaient qu'à titre individuel et ne représentaient personne. Or, s'il est quelqu'un de qui l'on puisse dire qu'il ne parle qu'en son nom propre, s'agissant du problème de la Palestine, c'est bien M. Comay, qui est originaire de l'Afrique du Sud, qui n'est pas palestinien et qui ne possède rien en Palestine. De même, Mme Golda Meir est, et a toujours été, citoyenne des Etats-Unis, pays où les Juifs, loin d'être persécutés, jouissent d'une position privilégiée. On voit mal comment un citoyen des Etats-Unis peut devenir citoyen d'Israël du jour au lendemain, par le seul fait de toucher le sol de la Palestine, alors que les habitants arabes de ce pays, dont les ancêtres y étaient établis depuis des temps immémoriaux, sont traités comme s'ils n'existaient pas et que leurs représentants sont appelés des "individus", comme s'ils ne représentaient personne.

8. Les biens des réfugiés arabes ne comprennent pas seulement un certain nombre de terrains épars. Les documents des Nations Unies montrent que les Arabes possèdent intégralement en Palestine 20 villes et 841 villages, ainsi que de vastes étendues de terres. La plupart des recettes en dollars d'Israël proviennent des biens arabes. La Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine a calculé que les terres abandonnées par les réfugiés arabes mesuraient 16 324 kilomètres carrés, non compris les zones démilitarisées, le no man's land de Jérusalem ni les terres des communautés arabes. Le dix-neuvième rapport d'activité de la Commission^{3/}, publié en 1961, a estimé que les réfugiés arabes possédaient 450 000 parcelles distinctes. Les Arabes produisaient 80 p. 100 des céréales, 98 p. 100 des olives et 75 p. 100 des agrumes; les pierres actuellement exportées par Israël sont extraites de carrières arabes. Dans son rapport^{4/} à la deuxième session de l'Assemblée générale, la Commission ad hoc chargée de la question palestinienne a indiqué qu'en de nombreux endroits de Palestine les biens juifs ne constituaient qu'une fraction négligeable des propriétés foncières. Néanmoins, Israël a confisqué les terres des Arabes et il occupe actuellement leur siège à l'ONU. En outre, le revenu annuel des propriétés arabes s'élève à 47 500 000 dollars. D'après les statistiques publiées par l'Agence juive en mai 1951, 40 p. 100 des revenus arabes étaient absorbés par les réparations, 25 p. 100 par l'impôt, 13 p. 100 par les frais d'administration et 12 p. 100 par les dépenses de développement.

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, deuxième session, Séances plénières, vol. II, 124ème séance.

^{2/} Ibid., troisième session, Supplément No 11.

^{3/} Ibid., seizième session, Annexes, point 25 de l'ordre du jour, document A/4921 et Add.1.

^{4/} Ibid., deuxième session, Séances plénières, vol. II, annexe 33.

Même si l'on admet ces chiffres tels quels, on doit constater que les 10 p. 100 restants ne sont pas versés aux réfugiés, soit par l'intermédiaire de la Commission, soit par l'Office de secours, mais servent à l'installation d'immigrants juifs, alors que les réfugiés doivent vivre avec 6 cents par jour. Une pareille usurpation tant des biens que des revenus des réfugiés n'est rien de moins qu'un génocide commis sous les yeux de l'Organisation des Nations Unies, d'où l'importance du paragraphe 3 du projet de résolution présenté par l'Afghanistan, l'Indonésie et le Pakistan (A/SPC/L.99). Le représentant des Etats-Unis a dit que des discours enflammés ne serviraient pas la cause des réfugiés. A vrai dire, on doit blâmer non pas ceux qui ont dû recourir aux discours enflammés, mais les puissances qui sont responsables de la détresse des réfugiés. Les représentants des Etats-Unis n'ont pas craint de s'enflammer lorsque la situation le requérait, notamment quand la République populaire de Chine a maintenu en détention 11 de leurs aviateurs, ou encore pendant la crise cubaine. Après tout, une très forte majorité des Arabes de Palestine sont devenus des réfugiés. M. Shukairy appelle l'attention de la Commission sur la triste situation des Azazmeh dont a parlé M. Davis lors de la 400ème séance. Cette tribu risque de périr d'inanition.

9. Israël a pris, jusqu'ici, six mesures d'ordre législatif pour disposer des biens des réfugiés arabes, mais ces mesures n'ont de la loi que le nom, car elles sont contraires à la conception même de la légalité. Les réfugiés ne peuvent être qualifiés d'absents, puisqu'ils ont été expulsés par Israël. Au regard de la législation d'Israël, même l'Arabe qui habite Israël et qui déménage d'un endroit à un autre d'une ville est considéré comme absent, et peut être exproprié à ce titre. D'après un auteur américain, Don Peretz, tout Arabe habitant en Palestine et ayant quitté sa ville ou son village après le 29 novembre 1947 pouvait être déclaré absent par l'effet de la réglementation israélienne. L'Allemagne nazie peut fournir un parallèle à cet égard: là aussi, ce sont des lois qui ont chassé les Juifs de leurs foyers et qui les ont expropriés. Après la destruction du nazisme, ces lois ont été réprouvées et abolies par les gouvernements de l'Europe libre. Dans leur zone d'occupation en Allemagne, les autorités américaines et britanniques ont promulgué des lois tendant à restituer leurs biens à ceux qui en avaient été dépouillés pour des motifs d'ordre racial, religieux ou idéologique. Les Juifs ont été les premiers à bénéficier de cette législation. Des lois analogues ont été adoptées, en 1944 et en 1945, dans les pays qui avaient été occupés par les puissances de l'Axe, et la législation nazie y a été abrogée.

10. En adoptant ces lois, aux applaudissements du monde civilisé, l'Europe annulait par avance les textes israéliens relatifs aux biens des réfugiés. Ces biens seraient-ils protégés par la conscience des Nations Unies et de l'humanité, comme l'avaient été ceux des Juifs? Cette question attend une réponse depuis 15 ans. L'ONU a le devoir de sauvegarder les droits et les intérêts des réfugiés et de leur faire restituer leurs biens et leurs revenus. S'étant, bien qu'à tort, déclarée compétente dans la question de Palestine, en 1947, l'ONU ne peut aujourd'hui invoquer l'exception d'incompétence ni se dire sans pouvoirs. La justice la plus élémentaire exige qu'elle répare l'injustice qu'elle a commise, si elle entend rester fidèle à la Charte. Les biens arabes une fois

restitués à leurs propriétaires, l'ONU sera débarrassée de son fardeau financier, car les réfugiés pourront subvenir à leurs besoins et n'auront plus à vivre d'aumônes.

11. Les réfugiés ne demandent pas la charité, ils réclament leurs droits. Ce qu'il faut, ce n'est pas une résolution, ce sont des actes. Que ce soit par les soins d'un curateur, par les bons offices du Secrétaire général ou par l'intermédiaire du Commissaire général de l'Office, il faut agir pour restituer aux réfugiés leurs biens et leurs revenus. Voici 15 ans que des résolutions réaffirment les droits des réfugiés. Dès 1947, la résolution 181 (II) consacrait trois chapitres aux droits des Arabes sur leurs biens, au libre accès des Lieux saints, et ainsi de suite. L'Organisation des Nations Unies ne peut donc se déclarer incompétente, sous le prétexte que les terres sont actuellement aux mains d'Israël. Contrairement à d'autres pays, Israël a reçu sa constitution de l'ONU et n'a pas le pouvoir de prendre aucune mesure affectant les droits des Arabes de Palestine. Le représentant des Etats-Unis a employé l'expression "prêtant à controverse" (402ème séance) à propos de la question des réfugiés, mais, à coup sûr, la création d'Israël et le partage de la Palestine ne prêtaient pas moins à controverse, même si les Etats-Unis ont fait la sourde oreille à l'époque. En fait, c'est un de leurs ressortissants, M. Clapp, qui présidait la Mission économique d'étude des Nations Unies pour le Moyen-Orient, envoyée par l'ONU pour étudier la situation des réfugiés de Palestine. Le rapport de cette mission^{5/} a signalé que de nombreux agriculteurs arabes avaient été coupés de leurs biens-fonds par la ligne de démarcation de l'armistice. Leur problème ne peut être résolu que si on les laisse cultiver leurs terres de l'autre côté de cette ligne. Tout en plaidant pour l'adoption d'une résolution des Nations Unies qui permette l'accès de ces terres, M. Shukairy sait bien que cela n'aura pas lieu, à cause de l'influence des sionistes.

12. L'intervention de l'ONU s'impose d'autant plus que le problème des réfugiés devient de plus en plus aigu. La démission de M. Davis est une protestation silencieuse contre l'inaction des Nations Unies et contre l'attitude de celles des puissances qui prêtent un appui économique et militaire à Israël. Le respect dû aux résolutions de l'ONU exige que les Etats Membres qui ont voté pour celles-ci n'accordent aucune assistance économique et militaire à un Etat Membre qui s'obstine à n'en tenir aucun compte. La démission de M. Davis et celle de ses prédécesseurs n'ont rien de surprenant. L'Office n'a pas atteint son but, et il semble que ce soit devenu un organisme permanent destiné à s'occuper d'un problème permanent. Israël perpétue l'exil des réfugiés et leur dénie leur droit au rapatriement. Comme M. Davis l'a indiqué dans son rapport (A/5513), pas un seul réfugié n'a été rapatrié et le problème reste aussi ardu que jamais.

13. Le nombre des réfugiés augmente chaque année et pourrait continuer à croître indéfiniment. Leur effectif s'est accru du fait des violations et des agressions israéliennes, et à cause de la politique expansionniste de ce pays. Alors que les premiers rapports de l'ONU estimaient que 30 000 réfugiés avaient quitté la Palestine en 1947, le dernier rapport de M. Davis évalue leur nombre à 1 120 170 en juin

^{5/} Ibid., quatrième session, Commission politique spéciale, Annexes, vol. I, document A/1106.

1963. Cet accroissement phénoménal est dû à l'existence même d'Israël.

14. Lorsque l'ONU a proposé de créer l'Etat juif, on s'est aperçu que les Juifs n'y étaient pas en majorité. C'est pourquoi il a fallu expulser ou exterminer les Arabes, d'où les nombreux massacres qui ont eu lieu, depuis celui de Deir Yassin, en avril 1948, jusqu'à l'attaque dirigée contre Tawafiq, en 1960, et jusqu'à la série de raids militaires israéliens lancés par-delà la ligne de l'armistice. Le nombre des réfugiés risque de s'accroître encore, car les Arabes restés en Israël semblent être directement visés. Dans une pétition adressée au Président de l'Assemblée générale, en date du 10 novembre 1961, 16 Arabes d'Israël se sont plaints que 315 000 acres de terres arabes eussent été arrachées à leurs propriétaires et données à des immigrants juifs groupés en colonies agricoles^{6/}. L'immigration juive en Israël est un facteur qui contribue à l'augmentation du nombre des réfugiés arabes. Le comte Bernadotte avait prévu cela dans son rapport du 12 juillet 1948 au Conseil de sécurité^{7/}, et l'ONU devrait se souvenir de cette prophétie.

15. Au problème de l'immigration juive qui entraîne l'expulsion des Arabes vient s'ajouter le danger de persécutions religieuses. Le 9 septembre 1963, une campagne brutale de persécution religieuse a été déclenchée contre les écoles des missions et contre les établissements confessionnels en Israël. L'archevêque arabe de la communauté grecque catholique d'Israël aurait été malmené et insulté grossièrement. Les institutions et les écoles religieuses ainsi persécutées par Israël sont établies en Palestine depuis fort longtemps; leur personnel est palestinien de naissance et, comme aucun gouvernement ne le protège, il viendra inévitablement grossir les rangs des réfugiés. Comme l'a déclaré le représentant de l'Irak, c'est à l'Organisation des Nations Unies qu'il incombe d'en assurer la sauvegarde.

16. La question des Lieux saints de Palestine est un sujet constant de préoccupation pour le monde, en général, et pour le Vatican, en particulier. Les Lieux saints et les sanctuaires qu'ils abritent cesseront d'être des institutions vivantes si l'expulsion des chrétiens et des musulmans palestiniens se poursuit, et ils finiront par n'être plus que des musées. De nombreuses mosquées et églises ont été fermées en Israël, parce que leurs fidèles avaient été chassés. Ainsi, la Terre sainte perd peu à peu son caractère religieux et un grand patrimoine spirituel est en voie de destruction. Si l'on veut rétablir la sainteté de Jérusalem et de Nazareth, il faut rapatrier les habitants chrétiens et musulmans qui en ont été chassés. A cause de l'exode de ses habitants, la Palestine est en passe de devenir une exploitation agricole mécanisée et de perdre tout caractère religieux.

17. Pour se rendre compte de l'ampleur du désastre et de la misère des réfugiés, les délégations devraient visiter la Palestine et constater par elles-mêmes ce qu'il en est; telle est l'invitation que leur adresse la délégation arabe de Palestine.

^{6/} Ibid., seizième session, Commission politique spéciale, 307ème séance, paragraphe 11.

^{7/} Documents officiels du Conseil de sécurité, troisième année, Supplément de juillet 1948, document S/888.

18. A la 402ème séance, le représentant des Etats-Unis a demandé que la Commission déploie des efforts pour assurer la réintégration prompte et effective des réfugiés arabes de Palestine dans la vie du Moyen-Orient. Or, la Commission n'est pas saisie de ce problème, et il n'appartient pas au représentant des Etats-Unis d'élargir ainsi la question. Les Etats arabes du Moyen-Orient ne sont plus sous la domination de l'étranger, et ils ne toléreront pas une telle ingérence dans leurs affaires intérieures. Qui plus est, les réfugiés arabes de Palestine ne sont pas des bêtes dépourvues de volonté et que l'on pourrait conduire d'un pâturage à l'autre. Ce sont des êtres humains dont le seul désir est de revenir dans le pays où ils sont nés, et ils ne peuvent faire l'objet d'un maquignonnage.

19. A cette même séance, le représentant des Etats-Unis a exhorté la Commission à redoubler d'efforts pour trouver une solution juste et honorable au problème; c'est là une piètre déclaration, car la solution a été trouvée dès 1948, avec l'appui des Etats-Unis, et elle est exposée au paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale. Il est vrai que les Etats-Unis ont trahi le mandat de la Commission de conciliation; ils auraient dû faire pression sur Israël, au cours des 15 dernières années, pour qu'il accepte le rapatriement des réfugiés. Au lieu d'appliquer la résolution de l'Assemblée générale, les Etats-Unis se sont gravement écartés du mandat de la Commission de conciliation; ils devraient se démettre de leur siège dans cette commission, s'ils ne croient plus au rapatriement. Dans sa composition actuelle, la Commission de conciliation ne représente que l'Occident et non pas l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble. Les pays socialistes, les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine devraient être représentés à la Commission de conciliation, ou bien celle-ci devrait se composer de pays neutres.

20. M. Shukairy fait sienne l'opinion exprimée à maintes reprises par M. Davis, à savoir que la paix et la stabilité du Moyen-Orient et du monde tout entier dépendent de la solution du problème des réfugiés. Le climat de paix qui règne actuellement dans le monde peut être troublé à tout moment si ce problème n'est pas résolu. Le droit des réfugiés de rentrer dans leurs foyers n'est pas un objet de négociations. Il ne s'agit pas d'une querelle de frontières, c'est une patrie qui est l'enjeu du conflit, ce qui exclut toute négociation et tout compromis.

21. M. COOK (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, dit que M. Shukairy a avancé tant de contrevérités et prononcé tant de paroles offensantes que sa délégation se voit contrainte de protester. Plusieurs des expressions employées par M. Shukairy sont de mauvais goût et semblent mettre en doute l'intelligence des membres de la Commission. Le représentant des Etats-Unis ne fera donc pas à M. Shukairy l'honneur d'une réponse. Il se bornera à dire que des injures personnelles ne servent pas la cause des réfugiés de Palestine, pour qui le peuple américain éprouve tant de respect et de sympathie.

La séance est levée à 13 h 10.